2013

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

L'économie du Québec :
créative, innovatrice,
compétitive et ouverte
sur le monde

Sections

/1

ÉCONOMIE

Le Québec, un environnement d'affaires par excellence

/2

FINANCES PUBLIQUES

Le Québec, une gestion rigoureuse des finances publiques

/3

FINANCEMENT

Le Québec, une présence continue sur les marchés canadien et internationaux

Ce document est produit par le ministère des Finances et de l'Économie du Québec.

Les données présentées dans ce document sont celles qui étaient disponibles en date du 1er juin 2013.

Pour information, s'adresser au Secrétariat général et coordination ministérielle

12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691 2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet :
www.finances.gouv.qc.ca

Abonnement disponible

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2013
ISBN 978-2-550-67867-0 (imprimé)
ISBN 978-2-550-67868-7 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Le Québec en 2013

1.

LE QUÉBEC S'ÉTEND SUR LE PLUS GRAND TERRITOIRE AU CANADA. SUR LA BASE DE SA POPULATION, IL ARRIVE AU DEUXIÈME RANG, AVEC UN PEU PLUS DE HUIT MILLIONS D'HABITANTS.

2.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC EST DE 358 MILLIARDS DE DOLLARS, CE QUI REPRÉSENTE PRÈS DE 20 % DE L'ÉCONOMIE DU CANADA.

3.

PORTE D'ENTRÉE NATURELLE DE L'AMÉRIQUE DU NORD, LE QUÉBEC BÉNÉFICIE, GRÂCE À SA PARTICIPATION À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA), D'UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ À UN MARCHÉ DE 460 MILLIONS DE CONSOMMATEURS.

4.

LES FINANCES PUBLIQUES SONT GÉRÉES DE FAÇON RIGOUREUSE. LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC S'EST ENGAGÉ À RETROUVER L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014, TOUT EN PRÉSERVANT LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS.

5.

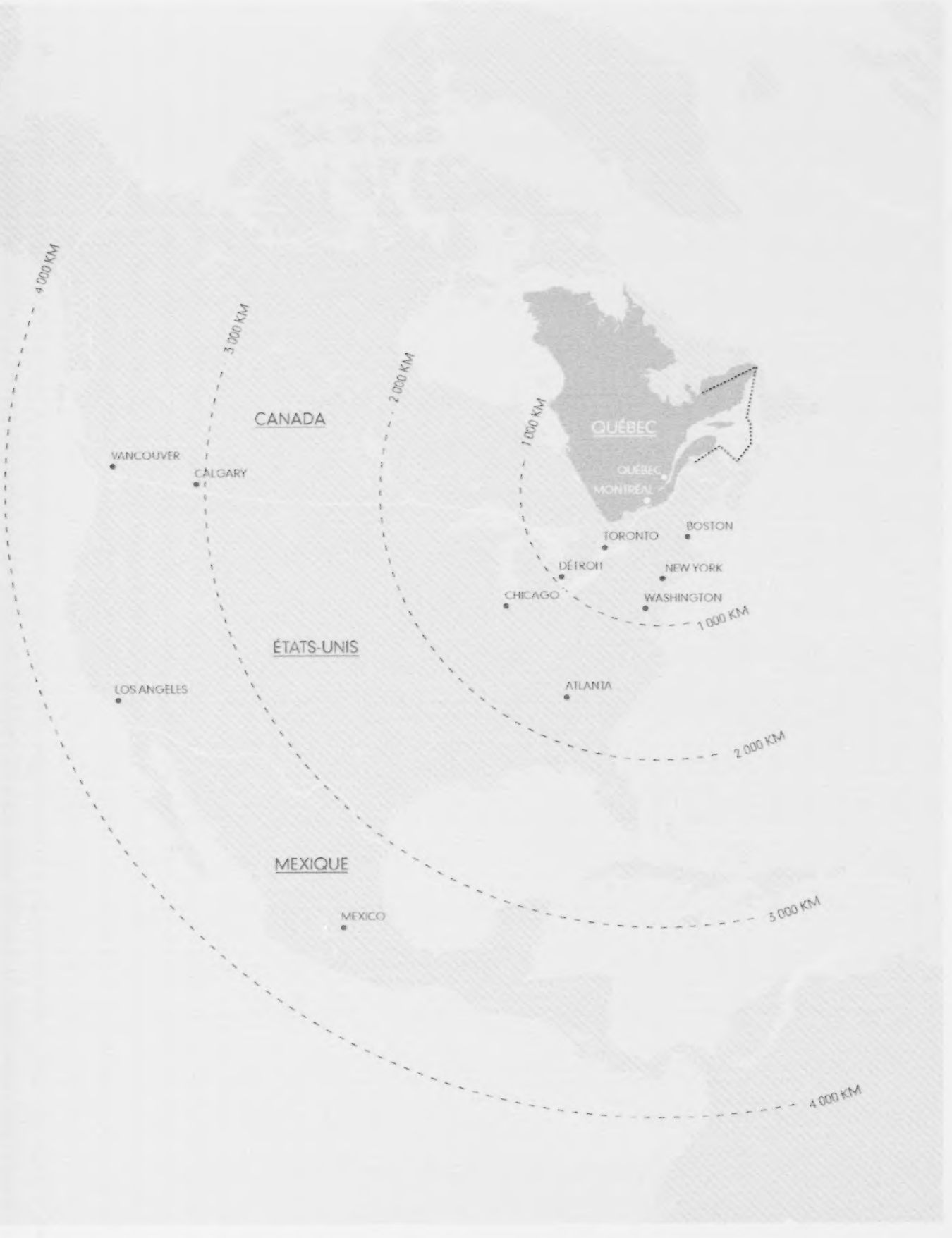
POUR LES ENTREPRISES, INVESTIR AU QUÉBEC, C'EST TIRER PROFIT D'UN ENVIRONNEMENT FISCAL COMPÉTITIF AINSI QUE DE FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION.

6.

LE QUÉBEC SE DISTINGUE PAR SA MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE AINSI QUE PAR SON POTENTIEL REMARQUABLE DE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS DE POINTE ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES, PARTICULIÈREMENT MISES EN VALEUR DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT NORDIQUE.

Le Québec d'aujourd'hui

Un vaste territoire,
une économie dynamique,
une gestion rigoureuse des finances publiques,
des ressources naturelles abondantes
et un potentiel humain remarquable


4 000 KM
3 000 KM
2 000 KM
1 000 KM
CANADA
QUÉBEC
VANCOUVER
CALGARY
QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
BOSTON
DÉTROIT
NEW YORK
CHICAGO
WASHINGTON
1 000 KM
ÉTATS-UNIS
LOS ANGELES
ATLANTA
2 000 KM
MEXIQUE
MEXICO
3 000 KM
4 000 KM

ÉCONOMIE

Un lieu de croissance et d'investissement

5. Une économie forte de son capital humain
6. Une économie innovatrice
7. Une économie compétitive
8. Une économie axée sur les hautes technologies
10. Une économie ouverte sur le monde
11. Le Nord pour tous
12. Des ressources naturelles abondantes
14. Hydro-Québec

La main-d'œuvre québécoise est constituée de travailleurs qualifiés, scolarisés et expérimentés.

Une économie forte de son capital humain

UNE MAIN-D'ŒUVRE INSTRUITE

Le Québec dispose d'un bassin de travailleurs instruits.

- 83 % de la main-d'œuvre québécoise détient un diplôme d'études secondaires ou postsecondaires.
- 22 % de la population âgée de 15 à 64 ans détient un grade universitaire.

UNE ÉCONOMIE QUI ENCOURAGE LA VENUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS ET LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS EXPÉRIMENTÉS

Le Québec attire près de 50 000 immigrants par année en provenance de partout dans le monde, ce qui contribue à renforcer son bassin de main-d'œuvre qualifiée. Il a conclu des ententes avec l'Ontario et la France pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.

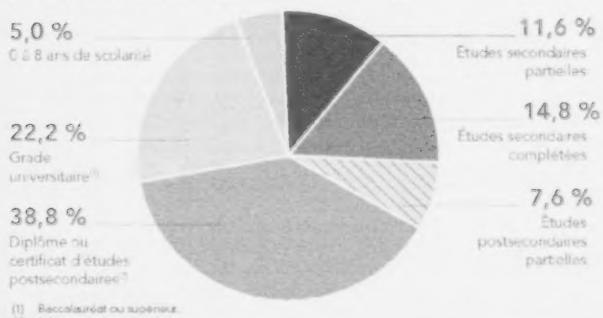
Le Québec mise également sur le savoir-faire des travailleurs expérimentés. Ainsi, un crédit d'impôt sur le revenu de travail a été mis en place en 2012 pour les travailleurs de 65 ans ou plus.

Par ailleurs, les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main-d'œuvre dans les secteurs manufacturier, minier et forestier.

UNE POPULATION QUI MAÎTRISE PLUSIEURS LANGUES

- PRÈS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION DU QUÉBEC MAÎTRISE AU MOINS DEUX LANGUES. [1] 42,6 % CONNAISSENT LES DEUX LANGUES OFFICIELLES DU CANADA, LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS.
- MONTRÉAL, L'UNE DES PLUS GRANDES VILLES FRANCOPHONES AU MONDE, EST UNE MÉTROPOLE COSMOPOLITE ET RICHE CULTURELLEMENT QUI RÉUNIT PAS MOINS DE 80 ETHNIES. LA RÉGION MÉTROPOLITAINE COMPTE PRÈS DE QUATRE MILLIONS D'HABITANTS.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ, 2012
(en pourcentage de la population de 15 à 64 ans)



(1) Baccalauréat ou supérieur.
(2) Inférieur au baccalauréat.

SOURCE : STATISTIQUE CANADA.

CONNAISSANCE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES
(en pourcentage de la population totale)

SOURCE : STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 2011.

Pour stimuler l'innovation, une aide fiscale de 1,3 milliard de dollars est accordée chaque année.

Une économie innovatrice

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2010, le Québec a consacré 2,4 % de son PIB à la recherche-développement (R-D), soit le niveau le plus élevé parmi les provinces canadiennes.

- Ce taux surpasse le taux moyen observé dans les pays de l'Union européenne et est comparable à ceux de la moyenne des pays de l'OCDE et du G8.

DÉPENSES EN R-D AU CANADA : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec affiche une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les entreprises qui investissent en R-D bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour les petites et moyennes entreprises et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G8 pour les grandes entreprises.

CAPITAL DE RISQUE : UNE STRATÉGIE QUI PORTE SES FRUITS

Le Québec déploie des efforts importants afin de se doter d'une industrie de capital de risque diversifiée et appuyée sur un financement privé.

Ses efforts ont porté ses fruits puisqu'ils ont permis d'augmenter et de diversifier les sources de financement disponibles pour les entreprises technologiques québécoises.

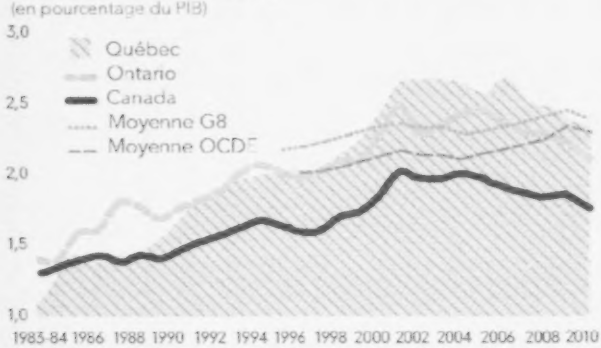
- En 2012, 409 millions de dollars ont été investis en capital de risque au Québec. Cela représente 28 % des sommes totales investies en cette matière au Canada, une proportion supérieure à celle du PIB du Québec dans l'économie canadienne, laquelle s'élève à 20 %.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 2010
(en pourcentage du PIB)

Pays du G8	2,5
Québec	2,4
Pays membres de l'OCDE	2,4
Ontario	2,2
Pays membres de l'Union européenne	1,9
Canada	1,8

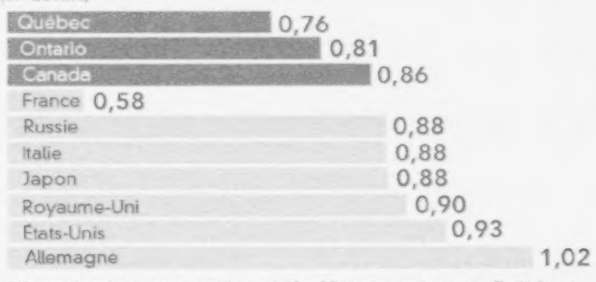
SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 1983 À 2010
(en pourcentage du PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

COÛT NET D'UNE DÉPENSE EN R-D POUR UNE GRANDE ENTREPRISE[1][2]
(en dollars)



(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise. Plus l'indice est bas, plus les mesures d'aide sont importantes.
(2) Taux en vigueur au 1er janvier 2013 pour le Québec, l'Ontario et le Canada, taux en vigueur en 2008 pour les autres pays (plus récentes données compilées par l'OCDE).

SOURCES : OCDE, SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVES DE L'OCDE 2012, ÉDITIONS OCDE, JANVIER 2013, ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Plusieurs incitatifs fiscaux permettent aux entreprises du Québec de réduire leurs coûts d'exploitation.

Une économie compétitive

L'ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU CANADA (STATISTIQUE CANADA, MARS 2013), QUI FAIT ÉTAT DES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT EXPRIMÉES PAR LES ENTREPRISES, INDIQUE QUE LA VALEUR DES INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS AU QUÉBEC DEVRAIT AUGMENTER DE 1,0 % EN 2013.

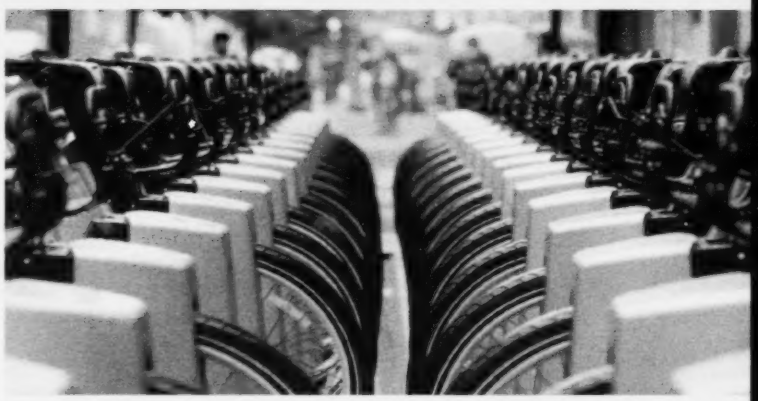
LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER SE SITUERONT À PLUS DE 4,5 MILLIARDS DE DOLLARS POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis et des pays de l'OCDE. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- du crédit d'impôt à l'investissement sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipement.



FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

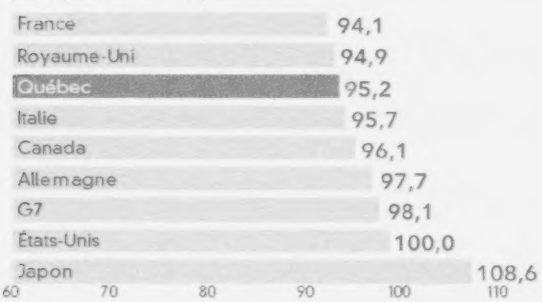
Le Québec affiche des coûts d'implantation et d'exploitation pour les entreprises qui sont concurrentiels à l'échelle canadienne et qui se comparent avantageusement à ceux observés dans les principaux pays industrialisés.

Selon les plus récentes données, ces coûts sont inférieurs de 4,8 % aux coûts observés aux États-Unis et de 2,9 % à ceux prévalant en moyenne dans les pays du G7.

Le Québec se démarque particulièrement par des coûts concurrentiels en matière de main-d'œuvre ainsi que par une fiscalité compétitive.

COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES(1)

(indice, États-Unis = 100)

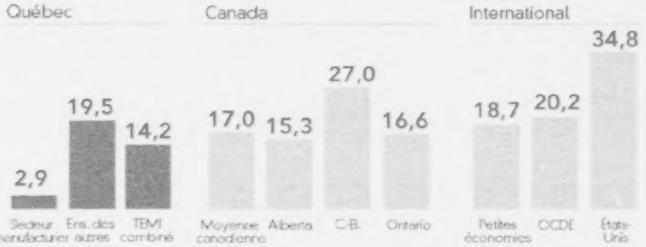


(1) Moyenne de 17 secteurs d'activité – Québec et principaux pays industrialisés.

SOURCES : KPMG ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION (TEMI)(1) SUR L'INVESTISSEMENT – 2014

(en pourcentage)



(1) Les TEMI sont des indicateurs de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements. Ils représentent l'effet de l'ensemble des charges et règles fiscales qui influencent le rendement du capital investi. Ils tiennent compte, notamment, de la taxe sur le capital, de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des sociétés, des règles et des taux d'amortissement ainsi que des méthodes de comptabilisation des inventaires.

SOURCE : MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

Les technologies de pointe contribuent de façon importante à l'économie du Québec.

Une économie axée sur les hautes technologies

LES SCIENCES DE LA VIE

L'industrie des sciences de la vie emploie plus de 25 000 personnes au Québec dans plus de 400 entreprises.

À lui seul, le secteur pharmaceutique représente plus de 7 500 emplois au Québec. Le Québec peut compter sur la présence de neuf des dix plus grandes sociétés pharmaceutiques mondiales, comme Pfizer, Merck et Sanofi. Au cours des six dernières années, on estime que près de 5 milliards de dollars ont été investis par les entreprises biopharmaceutiques au Québec, dont près de 3 milliards de dollars en R-D, plus de 800 millions de dollars en infrastructures et plus de 1 milliard de dollars en partenariats divers.

L'industrie du matériel médical est en pleine croissance. Au cours des cinq dernières années, plus de 130 millions de dollars ont été investis dans ce secteur au Québec. Cette industrie compte plus de 130 entreprises, en majorité des PME, qui emploient quelque 5 300 personnes. Plusieurs multinationales ont d'ailleurs choisi le Québec pour s'y établir, dont Becton Dickinson, Medtronic, Elekta et Nobel Biocare.

Par ailleurs, certaines entreprises du secteur des sciences de la vie se spécialisent dans la fabrication de produits de santé naturels, telles que l'entreprise Neptune Technologies & Bioressources, qui commercialise, sous la marque NKO^MC, une huile riche en oméga-3 issue de la transformation du krill.

Le Québec occupe également une position importante en Amérique du Nord dans le secteur de la biotechnologie. Plus de la moitié des firmes de biotechnologie québécoises se spécialisent en santé humaine.

L'AÉRONAUTIQUE

LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE EMPLOIE PLUS DE 42 500 TRAVAILLEURS AU QUÉBEC. CE SECTEUR A RÉALISÉ DES VENTES DE 12,1 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2012. DE PLUS, LES AVIONS ET PIÈCES REPRÉSENTENT 16,7 % DU VOLUME DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES DU QUÉBEC.

- PLUS DE 50 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE CANADIENNE EN AÉRONAUTIQUE TRAVAILLE AU QUÉBEC.
- PRÈS DE 55 % DES PRODUITS AÉRONAUTIQUES LIVRÉS PAR LE CANADA PROVIENNENT DU QUÉBEC.

L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉRONAUTIQUE REGROUPE PLUS DE 200 ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS LA FABRICATION D'AVIONS, D'HÉLICOPTÈRES, DE MOTEURS, DE PIÈCES ET DE SIMULATEURS DE VOL. PLUSIEURS D'ENTRE ELLES OCCUPENT UNE POSITION DOMINANTE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE :

- BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE, TROISIÈME AVIONNEUR AU MONDE AU CHAPITRE DES VENTES;
- BELL HELICOPTER TEXTRON CANADA, ACTEUR MAJEUR DANS LA FABRICATION D'HÉLICOPTÈRES CIVILS AVEC LE TIERS DE LA FLOTTE MONDIALE D'HÉLICOPTÈRES;
- PRATT & WHITNEY CANADA, CHEF DE FILE DANS LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DE MOTEURS D'AVIONS RÉGIONAUX ET D'HÉLICOPTÈRES AINSI QUE DE TURBINES DE PETITE ET MOYENNE PUISSANCE POUR LES AVIONS D'AFFAIRES.

AINSI, SUR L'ÉCHIQUIER INTERNATIONAL, LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL EST RECONNUE COMME L'UN DES GRANDS CENTRES MONDIAUX DE L'AÉRONAUTIQUE, AU MÊME TITRE QUE SEATTLE ET TOULOUSE.

LES TECHNOLOGIES VERTES

Le Québec adhère aux plus hauts standards de protection de l'environnement. Il dispose d'une énergie propre, l'hydroélectricité, qui permet aux produits fabriqués au Québec de laisser une faible empreinte carbone.

Le gouvernement du Québec a mis en place une stratégie de développement de l'industrie québécoise des technologies vertes.

- Le Québec a adopté un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, qui sera relié à celui de la Californie dès 2014, ce qui confirme leur statut de précurseurs en Amérique du Nord. Le Québec s'est d'ailleurs engagé à atteindre, d'ici 2020, 20 % de réduction des émissions par rapport à leur niveau de 1990.
- Le gouvernement du Québec a mis en place des mesures pour accélérer l'adoption par les Québécois des véhicules électriques et pour favoriser le développement des biocarburants.

PLUSIEURS FIRMES QUÉBÉCOISES ONT AINSI DÉVELOPPÉ DES TECHNOLOGIES VERTES UNIQUES QUI LEUR PERMETTENT DE DÉTENIR UNE POSITION ENVIABLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT.

- Filière de la bioénergie : la firme BIOCARDEL a développé une technologie innovatrice de production de biodiesel à partir d'huiles usées; Bio-Terre Systems a développé une technologie unique de digestion anaérobie à basse température; Enerkem est devenue un chef de file mondial de la production d'éthanol cellulosique de deuxième génération.
- Filière de l'eau : la firme Premier Tech Aqua est le chef de file international des technologies de traitement autonome et décentralisé des eaux usées; H2O Innovation, bien implantée aux États-Unis, offre des technologies membranaires des plus avancées pour la production d'eau potable.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Les technologies de l'information et des communications (TIC) constituent une industrie primordiale qui contribue à la productivité et à la compétitivité de tous les secteurs économiques québécois. Avec plus de 120 000 emplois et des revenus de plus de 30 milliards de dollars, cette industrie représente 5,1 % du PIB québecois et connait une croissance 3,5 fois plus rapide que le reste de l'économie. À elle seule, cette industrie est responsable de plus du tiers des dépenses en R-D au Québec et de l'investissement en capital de risque.

Le Québec est devenu un leader en jeux vidéo et effets spéciaux. L'industrie a connu une croissance annuelle de sa main-d'œuvre de plus de 20 %. En plus des entreprises québécoises qui occupent une place importante dans le marché, telles que Behaviour Interactive, Frima et Sava, plusieurs entreprises internationales ont choisi le Québec, en raison du talent de ses créateurs et de son régime fiscal avantageux, notamment Ubisoft, Warner Bros, Activision, Babel, Gameloft et EIDOS.

L'édition de logiciels et les services informatiques sont en forte croissance au Québec. Plusieurs multinationales ont choisi le Québec pour développer des logiciels pour divers secteurs : Dassault Systèmes en aéronautique; SITA, qui développe des solutions de télécommunications et gère le transport aérien mondial depuis Montréal; Nuance, le leader mondial en reconnaissance vocale; SAP, spécialiste en gestion intégrée d'entreprises. La multinationale québécoise CGI, par l'acquisition de Logica, a pris de l'expansion en Europe et emploie présentement 71 000 personnes à travers le monde.

Plusieurs entreprises manufacturières québécoises en TIC affichent de solides performances. C'est le cas, notamment, d'Ericsson, de VoiceAge, de Myriad, de Vantrix et de Bluestreak en télécommunications, de IBM et de Teledyne Dalsa en microélectronique, de Matrox en informatique, d'Exfo, d'ABB, de Creaform, de TeraXion et d'Olympus NDT en optique-photonique et en instrumentation.

Le Québec développe et diversifie
ses marchés d'exportation.

Une économie ouverte sur le monde

DES EXPORTATIONS DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES

Les produits exportés par le Québec et leurs destinations sont de plus en plus diversifiés. Bien que les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Québec, recevant 68,5 % des exportations internationales québécoises en 2012, une part grandissante est destinée à des pays en forte croissance, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et la Corée du Sud.

Entre 2002 et 2012, les exportations du Québec à destination de l'Europe et des pays autres que les États-Unis se sont accrues constamment, leur proportion passant :

- de 9,3 % à 13,5 %, vers l'Europe;
- de 7,1 % à 18,0 %, vers les autres pays.

Les produits exportés par le Québec en 2012 sont également très diversifiés :

- les produits métalliques et non métalliques (aluminium et alliages, acier, sous-ensembles en métal), la principale catégorie de produits exportés, représentaient 19,7 % des exportations internationales de biens;
- la machinerie et l'équipement représentaient 12,9 %;
- les avions et pièces représentaient 11,6 % des exportations.

Les perspectives d'exportation du Québec sont très encourageantes, en raison notamment de la demande croissante des économies émergentes pour les ressources naturelles du Québec. De plus, le lancement des avions CSeries de Bombardier devrait soutenir la croissance des exportations québécoises au cours des prochaines années.

LES PORTS DU QUÉBEC

Le Québec dispose de cinq ports internationaux. En particulier :

- le port de Montréal, qui est la liaison intermodale la plus directe entre le coeur industriel de l'Amérique du Nord et les marchés de l'Europe du Nord et de la Méditerranée;
- le port de Sept-Îles, qui est l'un des plus importants ports au Canada :
  - les capacités de ce port atteindront 100 millions de tonnes par année grâce à des investissements en cours de 220 millions de dollars pour la construction d'un quai multiusager en eaux profondes.

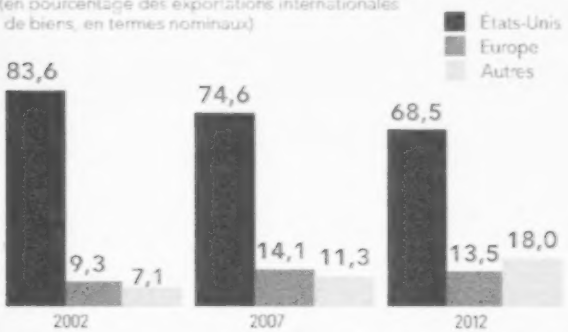
UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

LE QUÉBEC BÉNÉFICIE D'UNE SITUATION GÉOGRAPHIQUE AVANTAGEUSE. IL EST L'UNE DES PRINCIPALES PORTES D'ENTRÉE VERS LE VASTE MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN.

GRÂCE, ENTRE AUTRES, À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE (ALE) ET À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA), LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC SONT PASSÉES DE 21 % DU PIB EN 1988 À 25 % EN 2012. QUANT AUX EXPORTATIONS INTERPROVINCIALES, ELLES REPRÉSENTENT 21 % DU PIB QUÉBÉCOIS.

PARTS DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES SELON LES PARTENAIRES COMMERCIAUX

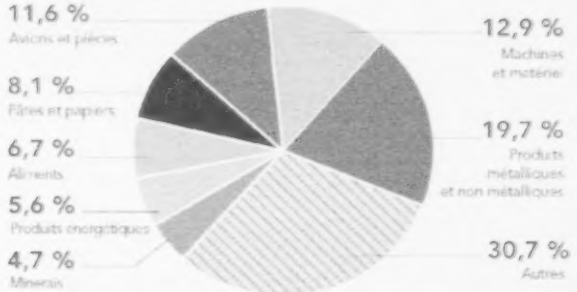
(en pourcentage des exportations internationales de biens, en termes nominaux)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR CATÉGORIE DE PRODUITS – 2012

(en pourcentage des exportations internationales de biens, en termes réels)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

Le Nord pour tous

Le Nord québécois est un territoire immense recelant un vaste potentiel en richesses naturelles.

- On retrouve sur le territoire des ressources minières variées et inestimables, dont l'or, le fer, les terres rares et le cuivre, hautement convoitées sur les marchés internationaux.
- On y retrouve également un potentiel forestier important, des ressources énergétiques propres et renouvelables en quantité ainsi qu'un potentiel touristique unique.

Afin de tirer profit de ces richesses et d'en maximiser les retombées pour l'ensemble des Québécois, le gouvernement du Québec propose le Nord pour tous, un modèle de développement du Nord québécois durable et responsable, s'articulant autour de trois grands axes :

- le développement social des communautés nordiques;
- le respect de l'environnement et de la biodiversité;
- le développement économique.

DES INVESTISSEMENTS DE L'ORDRE DE 1 G$ SUR 5 ANS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

Pour favoriser la mise en valeur des richesses du Nord québécois, le gouvernement du Québec réalisera, au cours des cinq prochaines années, des investissements de l'ordre de 1 milliard de dollars afin de soutenir la réalisation de projets d'infrastructures stratégiques d'envergure, dont :

- des infrastructures routières, permettant de désenclaver le territoire et de favoriser son développement économique;
- des logements sociaux, contribuant au mieux-être des communautés locales, autochtones et non autochtones;
- des projets d'infrastructures municipales prioritaires, permettant de soutenir les municipalités locales face aux pressions induites par le développement nordique;
- des parcs nationaux, assurant un développement du territoire durable et respectueux de l'environnement.

Ces investissements contribueront à assurer la croissance économique du Québec en favorisant la création d'emplois et en générant des occasions d'affaires sans précédent.

UN DÉVELOPPEMENT NORDIQUE COORDONNÉ

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC S'EST DOTÉ D'UN NOUVEAU PILIER AFIN D'ASSURER LE SUCCÈS DE SA DÉMARCHE : LE SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT NORDIQUE. CELUI-CI :

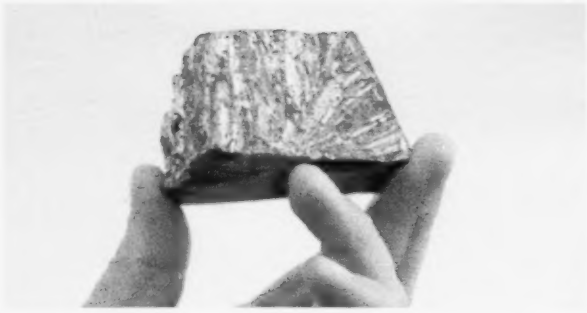
- ASSURERA LE LIEN ENTRE LES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES TERRITOIRES NORDIQUES ET L'ENSEMBLE DES ACTEURS QUI LES INFLUENCENT;
- VEILLERA À OPTIMISER L'ENSEMBLE DES RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DU TERRITOIRE NORDIQUE, TANT PRIVÉES QUE PUBLIQUES, AFIN DE FACILITER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX, ÉTHIQUE ET RESPECTUEUX DES POPULATIONS.

UN CONTEXTE FAVORABLE AUX INVESTISSEMENTS

AFIN DE FACILITER LE CHEMINEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET D'EN ASSURER UNE RÉALISATION COHÉRENTE ET RAPIDE, LE GOUVERNEMENT MET À CONTRIBUTION LE GROUPE D'ACTION MINISTÉRIELLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PRIVÉ, PRÉSIDÉ PAR LA PREMIÈRE MINISTRE. CE GROUPE ASSURE UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE INTÉGRÉE CONTRIBUANT À LA CONCRÉTISATION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PRIVÉ MAJEURS.

Étant donné les importants investissements miniers en cours, la production minière devrait continuer de gagner en importance au cours des prochaines années.

Des ressources naturelles abondantes



LA DEMANDE MONDIALE POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES : UNE OPPORTUNITÉ POUR LE QUÉBEC

L'industrialisation rapide des économies émergentes, qui a entraîné une croissance de la demande mondiale pour les matières premières, a conduit à une hausse des prix des principaux minerais extraits ou transformés au Québec.

- Malgré les fluctuations de prix observées récemment, les prix des matières premières produites par le Québec demeurent à des niveaux deux fois supérieurs à ceux qui prévalaient il y a dix ans.

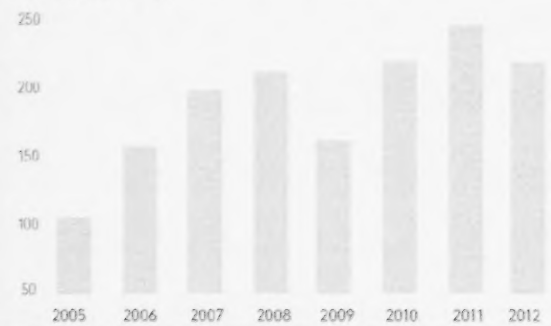
Cette demande s'est reflétée sur la valeur de la production minière au Québec, qui a plus que doublée entre 2005 et 2012, alors que près du quart des exportations internationales du Québec sont reliées aux ressources naturelles.

- Le Québec est un acteur majeur sur les marchés de l'aluminium et du fer. En 2012, ses exportations représentaient près de 80 % des exportations canadiennes d'aluminium et près de la moitié de celles de minerai de fer.

L'IMPORTANCE DU QUÉBEC SUR LES MARCHÉS DU NICKEL ET DU ZINC DEVRAIT CROÎTRE AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES, ALORS QUE CES MÉTAUX FIGURENT PARMI LES PLUS RECHERCHÉS.

INDICE DE PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES PRODUITES PAR LE QUÉBEC

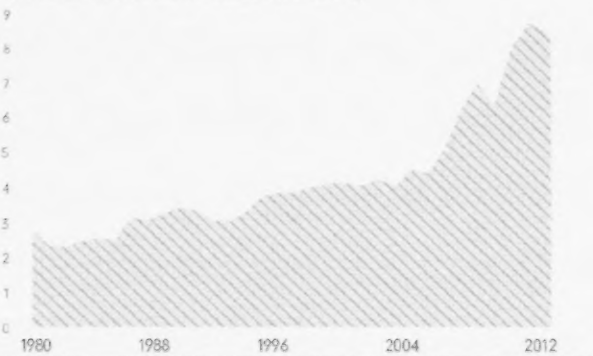
(indice, 2005 = 100)



SOURCES : BLOOMBERG ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

PRODUCTION MINIÈRE AU QUÉBEC

(en milliards de dollars, en termes nominaux)



SOURCE : RESSOURCES NATURELLES CANADA

LES RESSOURCES MINIÈRES

Le Québec se distingue par son important potentiel minier, notamment en ce qui concerne l'exploitation du fer, du zinc, du nickel, de l'argent et de l'or.

L'accès accru au Nord québécois est une occasion à saisir pour l'industrie minière, car elle offre des perspectives de développement des plus intéressantes.

En 2012, les sociétés minières ont investi un montant record de 4,3 milliards de dollars au Québec, une augmentation de 25,5 % par rapport à 2011. En 2013, les investissements devraient atteindre 3,7 milliards de dollars.

LES RESSOURCES FORESTIÈRES

PAYS DE LACS ET DE RIVIÈRES, LE QUÉBEC EST AUSSI PAYS DE FORÊTS. EN EFFET, CELLES-CI REPRÉSENTENT 20 % DES FORÊTS CANADIENNES ET 2 % DES FORÊTS MONDIALES.

L'EXPLOITATION DE LA FORÊT QUÉBÉCOISE SE FAIT DE MANIÈRE RESPONSABLE.

- L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS QUÉBÉCOISES VISE À ASSURER LEUR PÉRENNITÉ ET LEUR DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE DURABLE.
- L'INDUSTRIE FORESTIÈRE MISE SUR L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE.

PAR AILLEURS, APRÈS QUELQUES ANNÉES DE DIFFICULTÉS DÉCOULANT PRINCIPALEMENT DE L'EFFONDREMENT DU SECTEUR RÉSIDENTIEL AUX ÉTATS-UNIS, LES EXPORTATIONS DE BOIS D'ŒUVRE DU QUÉBEC SONT EN AUGMENTATION.

- AINSI, LE PRIX DU BOIS D'ŒUVRE EST EN HAUSSE DE 112 % DEPUIS 2009, POUR SE SITUER À SON NIVEAU LE PLUS ÉLEVÉ DEPUIS 2005.

LA POURSUITE DE LA REPRISE IMMOBILIÈRE AUX ÉTATS-UNIS DEVRAIT ÊTRE FAVORABLE AUX EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES DE BOIS D'ŒUVRE POUR UNE PÉRIODE PROLONGÉE.

Le complexe de La Romaine est l'un des plus importants projets d'infrastructures au pays, avec des investissements de 6,5 milliards de dollars.

Hydro-Québec

UNE FORCE QUÉBÉCOISE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Québec est l'une des régions les plus riches en eau au monde. On y dénombre plus de 130 000 cours d'eau. Plus de 40 % des ressources hydrauliques du Canada se trouvent sur son territoire. Le gouvernement du Québec met en valeur ce potentiel depuis la fondation, en 1944, d'Hydro-Québec, une société d'État dont il est l'unique actionnaire.

Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Son parc de production compte notamment 60 centrales hydroélectriques, pour une puissance installée de 35 125 mégawatts (MW). Hydro-Québec soutient le développement d'autres filières – comme l'énergie éolienne et la biomasse – avec ses achats auprès de producteurs privés.

Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, Hydro-Québec met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.

En 2012, le gouvernement du Québec a pris la décision d'abandonner la réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2. Cette décision a été prise conformément à la recommandation d'Hydro Québec.

- Les coûts de réfection étaient devenus trop élevés.
- La situation de surplus d'électricité du Québec et les bas prix du marché à l'exportation rendaient la production d'électricité de la centrale non rentable pour la société d'État.

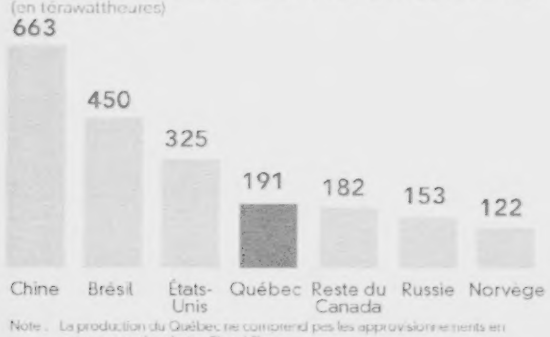
À la fin de 2012, 98 % de la production d'électricité d'Hydro-Québec était d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre (GES). En comparaison, une centrale au charbon en émet 100 fois plus. Par conséquent, le secteur de l'électricité ne représente que 0,6 % des émissions de GES au Québec.

Par ailleurs, Hydro-Québec a récemment complété la mise en service des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle (918 MW). Le projet représente une grande réussite et est considéré comme un modèle d'intégration sociale et environnementale.

Hydro-Québec vise toujours la mise en service complète du complexe de La Romaine (1 550 MW), dont les investissements prévus sont de 6,5 milliards de dollar d'ici 2020.

- Le projet prévoit l'aménagement de quatre centrales qui produiront annuellement 8,0 térawattheures.
- Plus de 1 400 travailleurs y étaient à l'œuvre en avril 2013; leur nombre pourrait dépasser les 2 300 en 2014.

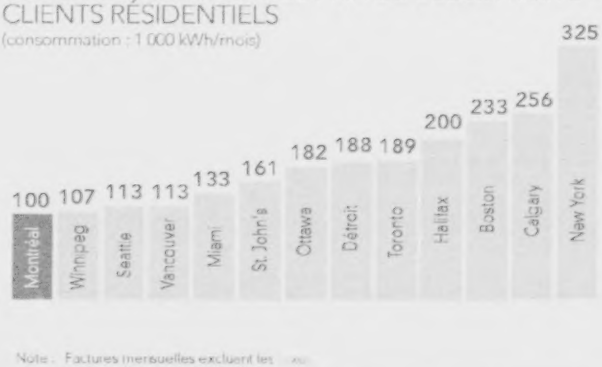
LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'HYDROÉLECTRICITÉ DANS LE MONDE – 2011
(en térawattheures)



Note : La production du Québec ne comprend pas les approvisionnements en provenance des chutes Churchill.

SOURCES : HYDRO-QUÉBEC ET ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR L'HYDROÉLECTRICITÉ.

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CLIENTS RÉSIDENTIELS
(consommation : 1 000 kWh/mois)



Note : Factures mensuelles excluent les [illegible]. Tarifs en vigueur le 1er avril 2011.

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, *COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES*, 2011.

CES GRANDS PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE PERMETTRONT À HYDRO-QUÉBEC D'ASSURER LA SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS EN ÉLECTRICITÉ DES QUÉBÉCOIS ET DE DÉGAGER DES DISPONIBILITÉS POUR ACCUEILLIR DE NOUVELLES ENTREPRISES CRÉATRICES DE RICHESSE, TOUT EN OPTIMISANT SES EXPORTATIONS.

HYDRO-QUÉBEC, FAITS SAILLANTS – 2012
(en millions de dollars)

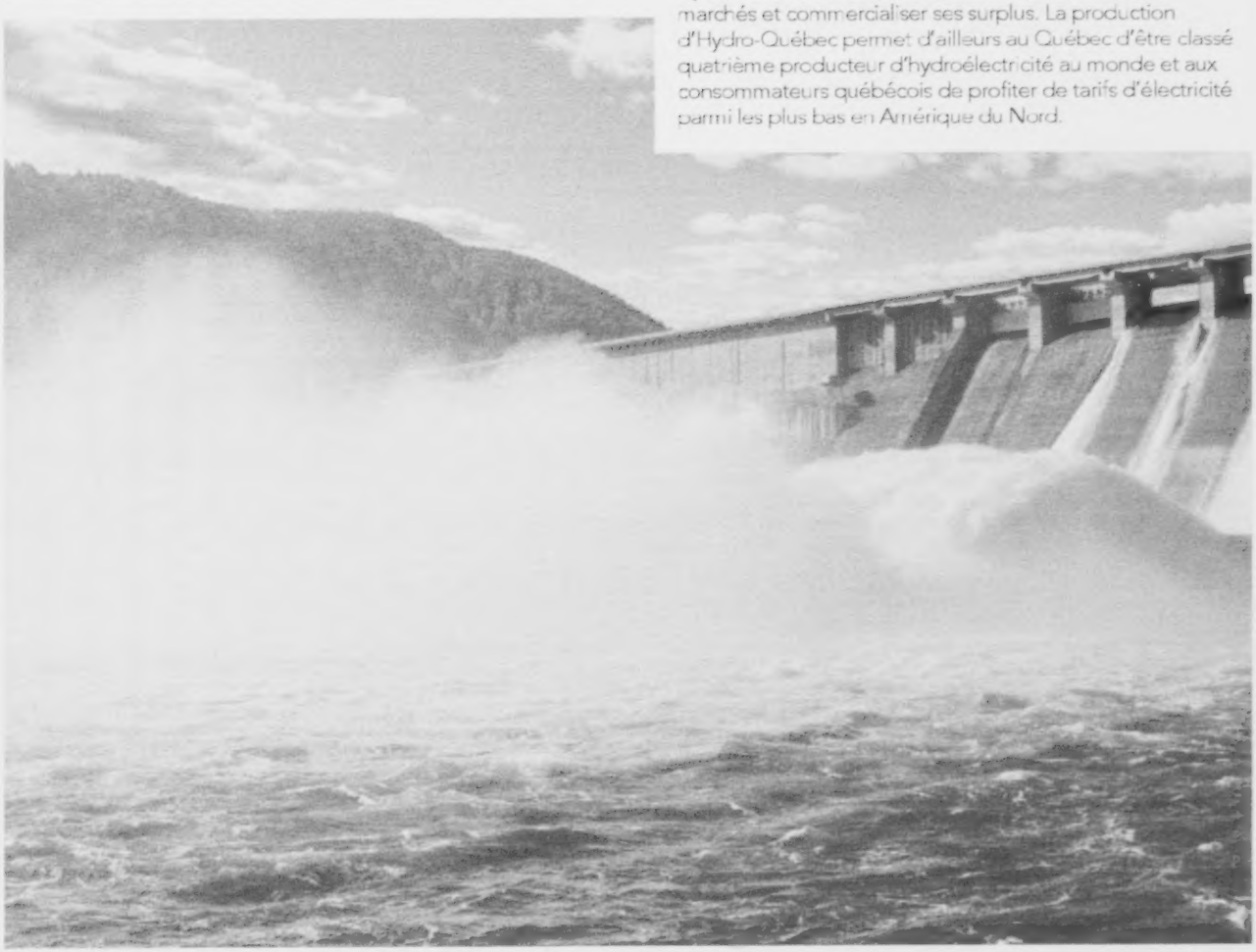
Produits	12 228
Bénéfice net	860[1]
Actif total	70 517
Effectif (en personnes)	22 596
Puissance installée (en MW)	35 829

(1) [illegible]

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, RAPPORT ANNUEL 2012

Le réseau de transport d'Hydro-Québec, le plus vaste en Amérique du Nord, comprend 33 911 km de lignes avec des interconnexions avec les provinces limitrophes et le Nord-Est des États-Unis. Hydro-Québec poursuit des discussions en ce qui concerne son éventuelle participation à un projet de ligne de transport enfouie entre le Québec et l'État de New York ainsi que la mise en place d'une nouvelle infrastructure d'interconnexion avec le New Hampshire.

Hydro-Québec entend consolider sa place sur ces marchés et commercialiser ses surplus. La production d'Hydro-Québec permet d'ailleurs au Québec d'être classé quatrième producteur d'hydroélectricité au monde et aux consommateurs québécois de profiter de tarifs d'électricité parmi les plus bas en Amérique du Nord.



FINANCES PUBLIQUES

Une gestion rigoureuse des finances publiques

17. Une saine gestion des finances publiques
17. Maintenir le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire
17. Gestion améliorée des investissements en infrastructures
18. La fédération canadienne
18. Des revenus de sources diversifiées
19. Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir
19. La réduction de la dette : une priorité pour le gouvernement

Une saine gestion des finances publiques

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le gouvernement maintient son objectif de retour à l'équilibre budgétaire.

Une approche équilibrée est utilisée pour atteindre cet objectif :

- un contrôle rigoureux des dépenses afin de limiter leur croissance;
- une gestion améliorée des investissements en infrastructures.

CONTRÔLE RIGOUREUX DES DÉPENSES

Tout l'appareil gouvernemental est mis à contribution pour limiter la croissance des dépenses, tout en assurant le maintien des services à la population.

- Le contrôle des dépenses est nécessaire pour atteindre l'équilibre budgétaire.

Pour 2013-2014, les dépenses de programmes se répartissent ainsi :

- 49 % à la Santé et aux Services sociaux;
- 16 % à l'Éducation, au Loisir et au Sport;
- 10 % à l'Enseignement supérieur, à la Recherche, à la Science et à la Technologie;
- 4 % à la Famille;
- 21 % pour tous les autres portefeuilles.

Le Plan québécois des infrastructures 2013-2023 contribuera directement à la croissance du stock de capital public dans l'économie. Le stock de capital public est un déterminant important de la productivité et de la croissance économique.

GESTION AMÉLIORÉE DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC S'EST ENGAGÉ À AMÉLIORER LA PLANIFICATION ET LA GESTION DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES AFIN DE DOTER LE QUÉBEC D'INFRASTRUCTURES DE QUALITÉ TOUT EN RESPECTANT LA CAPACITÉ DE PAYER DES CONTRIBUABLES.

À CET ÉGARD, LE GOUVERNEMENT A ÉTABLI LE NIVEAU DE L'ENSEMBLE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN INFRASTRUCTURES JUSQU'EN 2025-2026 EN ADOPTANT UN HORIZON DE DIX ANS DANS LA PLANIFICATION DES INFRASTRUCTURES DANS LE CADRE DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES.

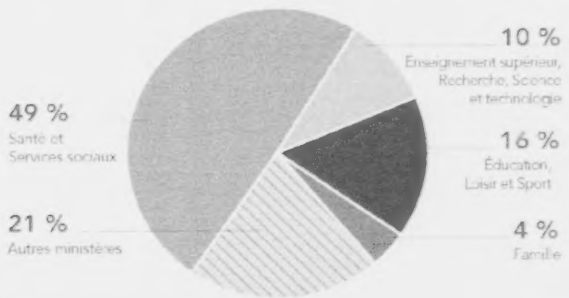
AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES, SOIT POUR LA PÉRIODE DE 2013-2014 À 2017-2018, LE NIVEAU MOYEN DES INVESTISSEMENTS PRÉVU DANS LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2013-2023 S'ÉTABLIRA À 9,5 MILLIARDS DE DOLLARS ANNUELLEMENT.

POUR LES CINQ ANNÉES SUIVANTES, SOIT DE 2018-2019 À 2022-2023, LE NIVEAU MOYEN ANNUEL DES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES ATTEINDRA 8,9 MILLIARDS DE DOLLARS.

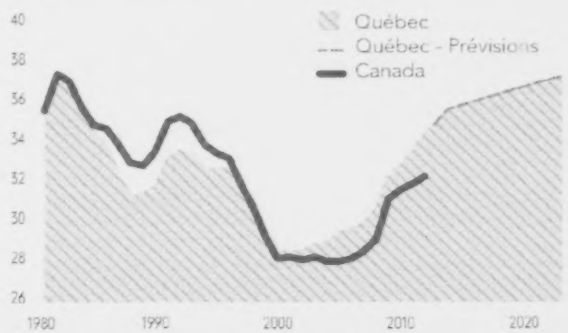
IL S'AGIT DE NIVEAUX HISTORIQUEMENT TRÈS ÉLEVÉS. ILS PERMETTRONT AU GOUVERNEMENT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE MAINTIEN DES ACTIFS EN BON ÉTAT ET DE RESORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN, TOUT EN RESPECTANT LA CAPACITÉ FINANCIÈRE DE L'ÉTAT.

EN POURCENTAGE DU PIB RÉEL, LE STOCK DE CAPITAL PUBLIC, APRÈS ÊTRE PASSÉ DE 28,3 % DU PIB EN 2001 À 34,2 % EN 2012, CONTINUERA D'AUGMENTER POUR SE STABILISER À DES NIVEAUX SUPÉRIEURS À 37 % À PARTIR DE 2023. CE RATTRAPAGE PERMETTRA DE RETROUVER LE NIVEAU DE STOCK DE CAPITAL PUBLIC QUI AVAIT COURS AU DÉBUT DES ANNÉES 1980. IL CONTRIBUERA À AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES ET LE NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE 2013 2014



ÉVOLUTION DU STOCK DE CAPITAL PUBLIC
(en pourcentage du PIB, en dollars de 2007)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

LA FÉDÉRATION CANADIENNE

Le Québec fait partie du Canada, une fédération créée en 1867.

Les compétences du gouvernement fédéral et des dix provinces sont établies dans la Constitution.

- Le gouvernement fédéral est responsable, entre autres, du commerce international, de la défense nationale, de la monnaie, de la politique monétaire et de l'assurance-emploi.
- Les provinces ont des compétences exclusives dans de nombreux domaines, tels la santé, l'éducation, les services sociaux et les affaires municipales.

Les revenus prélevés par les différents ordres de gouvernement au Canada représentent 34 % du PIB, dont :

- 44 % sont perçus par le gouvernement fédéral;
- 56 % sont perçus par les gouvernements provinciaux et les administrations locales (municipalités et commissions scolaires).

DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

LES REVENUS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVIENNENT DE DEUX SOURCES :

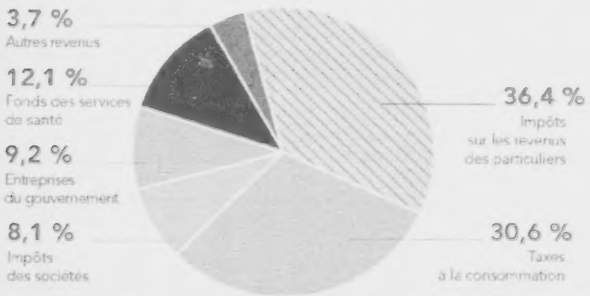
- LES REVENUS AUTONOMES (77,2 %);
- LES TRANSFERTS FÉDÉRAUX (22,8 %).

LA MAJEURE PARTIE DES REVENUS AUTONOMES PROVIENT DE L'IMPÔT DES PARTICULIERS (36,4 %) ET DES TAXES À LA CONSOMMATION (30,6 %).

EN OUTRE, LE QUÉBEC EST L'UNE DES SIX PROVINCES QUI REÇOIVENT DES PAIEMENTS DU PROGRAMME FÉDÉRAL DE PÉRÉQUATION.

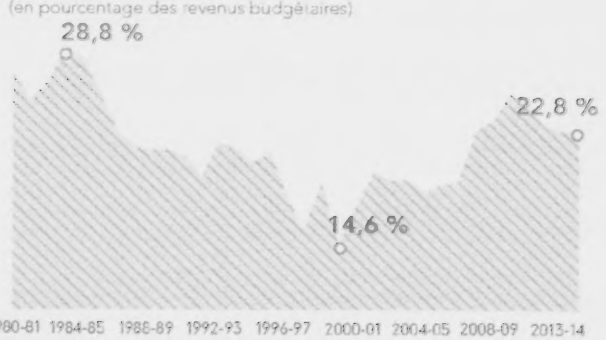
- LE QUÉBEC ET LES NEUF AUTRES PROVINCES BÉNÉFICIENT ÉGALEMENT DES PROGRAMMES DE TRANSFERT, COMME CEUX EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE PROGRAMMES SOCIAUX.

RÉPARTITION DES REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT – 2013-2014 (1)



TRANSFERTS FÉDÉRAUX – DE 1980-1981 À 2013-2014

(en pourcentage des revenus budgétaires)



(1) Prévisions du *Point sur la situation économique et financière du Québec, Printemps 2013*, ministère des Finances et de l'Économie du Québec.

Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir

LA RÉDUCTION DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

Les objectifs de réduction de la dette du gouvernement sont inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations :

- 45 % du PIB pour la dette brute au 31 mars 2026;
- 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés au 31 mars 2026.

LES NOUVELLES SOURCES DE REVENU, AJOUTÉES À CELLES ACTUELLEMENT DÉDIÉES AU FONDS DES GÉNÉRATIONS, FERONT EN SORTE QUE LE SOLDE DE CE FONDS DEVRAIT ATTEINDRE 13,6 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2018.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a annoncé, dans le budget du 20 novembre 2012, qu'il versera au Fonds des générations :

- les revenus qui découleront de l'indexation du prix de l'électricité patrimoniale à compter de 2014;
- la totalité des redevances minières à compter de 2015-2016;
- les revenus de 215 millions de dollars par année, à compter de 2017-2018, qui découleront de la hausse du bénéfice net d'Hydro-Québec résultant de la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2;
- un montant de 100 millions de dollars par année, à compter de 2014-2015, qui découlera de la hausse de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques.

Le gouvernement a également annoncé une réduction des investissements prévus en immobilisations de 1,5 milliard de dollars par année à compter de 2013-2014.

Ces mesures de réduction de la dette permettront au gouvernement d'atteindre les objectifs fixés dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

Enfin, le gouvernement utilisera 1 milliard de dollars du Fonds des générations en 2013-2014 pour rembourser des emprunts venant à échéance.

SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS
(en millions de dollars)

Notes : Résultats préliminaires pour 2012-2013 et prévisions pour les années subséquentes. Un retrait de 1 G$ du Fonds des générations sera effectué en 2013-2014 pour rembourser des emprunts venant à échéance.

FINANCEMENT

Une stratégie de diversification des sources de financement

21. Un émetteur important sur le marché canadien
22. Une présence régulière et reconnue sur les marchés internationaux

Un émetteur important sur le marché canadien

LE FONDS GÉNÉRAL ET LE FONDS DE FINANCEMENT

Le programme de financement du gouvernement vise essentiellement à :

- combler les nouveaux besoins de financement, notamment pour les investissements en immobilisations et dans les sociétés d'État;
- effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
- contribuer aux fonds d'amortissement qui serviront à payer les prestations de retraite et les avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Depuis le 1er avril 2013, le Fonds de financement est responsable du financement à court et à long terme des organismes inclus dans le périmètre comptable du gouvernement, tels les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Ces financements étaient auparavant effectués par Financement-Québec.

UNE AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS PRUDENTIELLES

EN 2012-2013, LE GOUVERNEMENT A MIS EN PLACE UNE NOUVELLE POLITIQUE VISANT À ACCROÎTRE LE NIVEAU DE LIQUIDITÉS PRUDENTIELLES. L'OBJECTIF EST D'AUGMENTER LES LIQUIDITÉS DU GOUVERNEMENT DE 6 MILLIARDS DE DOLLARS SUR DEUX ANS. CES LIQUIDITÉS POURRONT ÊTRE UTILISÉES EN CAS DE FORTES TURBULENCES SUR LES MARCHÉS FINANCIERS.

UN MONTANT DE 3 860 MILLIONS DE DOLLARS A ÉTÉ VERSÉ AU FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS À DES FINS DE LIQUIDITÉS PRUDENTIELLES EN 2012-2013.

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

Le gouvernement du Québec réalise principalement ses émissions d'obligations sur le marché canadien; environ 80 % de ses emprunts sont réalisés sur ce marché.

Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.

Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions de référence et augmente leur taille jusqu'à ce que le montant en circulation soit considéré optimal.

ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE AU CANADA
(en millions de dollars)

	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
Court terme	5,25	2003	2013	2 152
	5,50	2004	2014	2 500
	5,00	2005	2015	2 500
	4,50	2006	2016	3 000
Moyen terme	4,50	2007	2017	5 000
	4,50	2008	2018	4 000
	4,50	2009	2019	5 000
	4,50	2010	2020	5 900
	4,25	2011	2021	7 500
	3,50	2011	2022	6 000
	3,00	2012	2023	4 500
Long terme	6,00	1998	2029	2 737
	6,25	2000	2032	4 200
	5,75	2003	2036	4 083
	5,00	2006	2038	5 000
	5,00	2009	2041	8 000
	4,25	2011	2043	7 000
	3,50	2013	2045	1 500

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

Le gouvernement du Québec emprunte sur plusieurs segments de la courbe de rendement sur le marché canadien. Au cours des dernières années, lorsque les conditions de marché ont été favorables, le gouvernement a réalisé plusieurs émissions de très long terme. À ce jour, l'échéance la plus éloignée pour un titre du gouvernement du Québec est en 2076.

En 2012-2013, 37,2 % des emprunts réalisés avaient une échéance de 5 à 9 ans, 38,2 %, de 10 ans, et 24,6 %, de 30 ans et plus.

ÉMISSIONS DE TRÈS LONG TERME AU CANADA
(en millions de dollars)

	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
Très long terme	5,00	2006	2051	420
	Divers	2006	2056	1 500
	6,70	2006	2062	150
	Divers	2009	2065	385
	6,35	2006	2065	940
	Divers	2012	2065	335
	Divers	2012	2075	100
	Divers	2007	2076	500

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2012-2013 PAR ÉCHÉANCE[P]

P : Résultats préliminaires

Une présence régulière et reconnue sur les marchés internationaux

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

Au cours des dix dernières années, 19 % des emprunts du gouvernement du Québec ont été réalisés en devises étrangères. En 2012-2013, le gouvernement a réalisé 7,8 % de ses emprunts sur les marchés étrangers.

Des opérations de financement sont effectuées régulièrement sur les principaux marchés internationaux, soit aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Afin d'assurer une bonne liquidité sur le marché secondaire, des émissions de grande taille sont effectuées.

ACTIVITÉS DU QUÉBEC SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

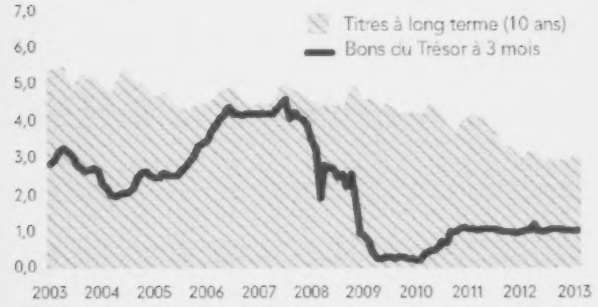
Depuis 2001, le gouvernement a réalisé 17 émissions de référence en dollars américains et en euros[1] :

- 11 émissions en dollars américains, pour un total de 12,65 milliards de dollars américains;
- 6 émissions en euros, pour un total de 8,25 milliards d'euros.

Le gouvernement souhaite demeurer un émetteur régulier sur les marchés internationaux. L'objectif visé est d'émettre chaque année une obligation de référence en dollars américains et une autre en euros.

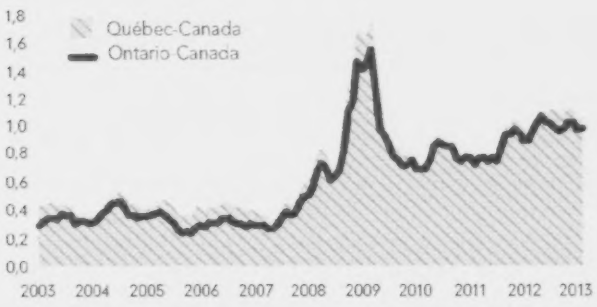
1. De ces 17 émissions de référence, il est à noter que trois émissions de référence en dollars américains et deux en euros sont venues à échéance.

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(en pourcentage)



SOURCES : PC-BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(en pourcentage)



SOURCE : PC-BOND

ÉMISSIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

MARCHÉ	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions [1])
ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS				
	4,875	2004	2014	1 000
	4,60	2005	2015	1 000
	5,00	2006	2016	1 250
	5,125	2006	2016	1 500
	4,625	2008	2018	1 000
	3,50	2010	2020	1 500
	2,75	2011	2021	1 400
	2,625	2013	2023	1 250
	7,50	1993	2023	1 000
	7,125	1994	2024	1 000
	7,50	1999	2029	1 500
ÉMISSIONS EN EUROS				
	3,625	2005	2015	1 500
	3,375	2005	2016	1 500
	4,75	2008	2018	1 250
	5,00	2009	2019	1 500
ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES				
Franc suisse	3,50	2008	2014	250
	3,125	2009	2016	350
	2,25	2005	2015	500
	2,625	2006	2017	500
	3,375	2008	2018	250
	3,875	2009	2018	200
	2,875	2009	2021	200
	1,125	2013	2023	250
$ australien	5,75	2005	2015	450
	6,50	2011	2021	225
$ néo-zélandais	6,75	2005	2015	500
Peso mexicain	8,27	2006	2016	1 500

(1) En millions d'unités de la devise.

UNE RECONNAISSANCE DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Le magazine financier *EuroWeek* a décerné des prix pour des transactions réalisées par le Québec en dollars américains et en euros en 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2009 et 2011. Le magazine *International Financing Review* a également décerné un prix pour une émission du gouvernement du Québec en francs suisses réalisée en 2005.

MARCHÉ DE L'EURO : LE QUÉBEC PRÉSENT DEPUIS LE DÉBUT

Le Québec a été la première province canadienne à réaliser un emprunt en euros, et ce, dès le 11 janvier 1999, soit onze jours après la création de cette devise.

Le Québec a effectué sa première émission de référence en euros en juin 2001.

DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC

Livre sterling	1874
Dollar américain	1879
Mark allemand	1968
Yen, franc suisse, franc français	1972
Lire italienne	1991
Florin néerlandais	1992
Peseta espagnole	1997
Couronne suédoise, franc luxembourgeois	1998
Euro	1999
Dollar australien	2001
Dollar néo-zélandais	2005
Peso mexicain	2006
Dollar de Hong Kong	2007

UNE PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

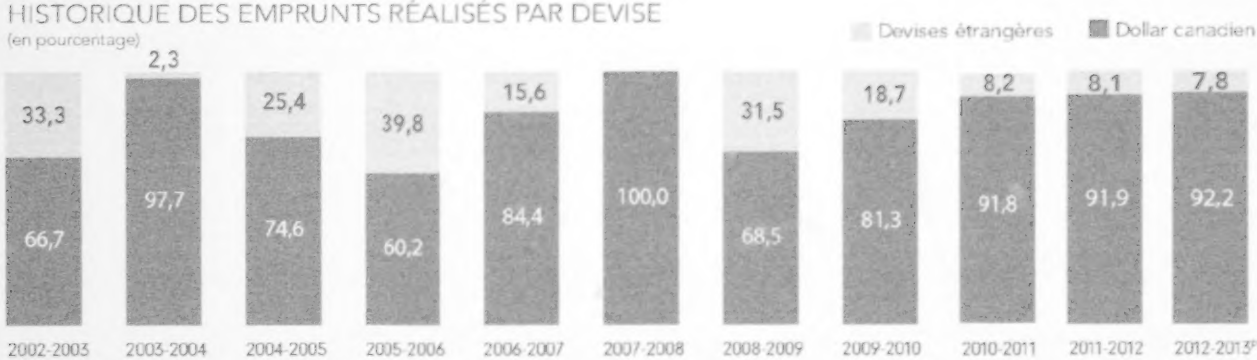
LA PRÉSENCE DU GOUVERNEMENT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX REMONTE À 1874 À LONDRES ET À 1879 À NEW YORK, ALORS QUE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A ÉTÉ LE PREMIER EMPRUNTEUR ÉTRANGER SUR CE MARCHÉ.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EMPRUNTE DEPUIS 45 ANS EN EUROPE ET EN ASIE.

- LE PREMIER EMPRUNT EN MARKS ALLEMANDS A EU LIEU EN 1968.
- LE PREMIER EMPRUNT EN YENS A ÉTÉ EFFECTUÉ EN 1972.
- LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A D'AILLEURS ÉTÉ LE DEUXIÈME GOUVERNEMENT ÉTRANGER À EFFECTUER UN EMPRUNT EN YENS.

HISTORIQUE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE

(en pourcentage)



P : Résultats préliminaires.
Note : Emprunts du fonds général, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

LA GESTION DE LA DETTE : MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.

L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de dettes désirées par devise et par type de taux, soit à taux fixe ou variable.

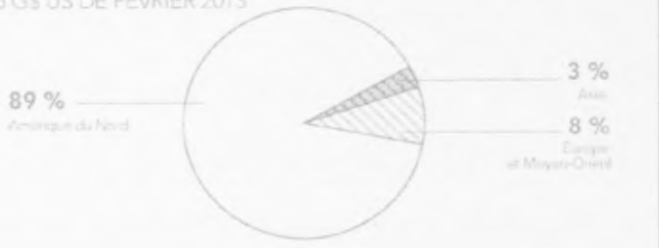
PAR DEVISE

Au 31 mars 2013, la proportion de la dette brute en dollars canadiens, après la prise en compte des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises, s'élevait à 100 %.

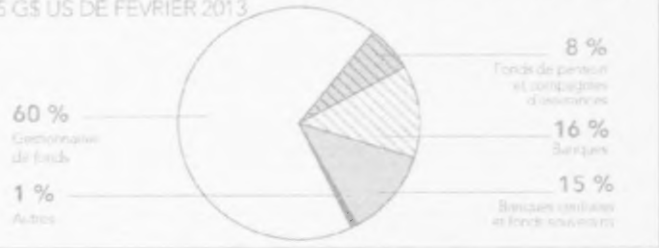
PAR TAUX

Au 31 mars 2013, la proportion de la dette brute à taux variable, après la prise en compte des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises, s'élevait à 11,3 %.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACHATS DE L'ÉMISSION DE 1,25 G$ US DE FÉVRIER 2013



RÉPARTITION PAR TYPE D'INVESTISSEURS DES ACHATS DE L'ÉMISSION DE 1,25 G$ US DE FÉVRIER 2013



EMPRUNT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN DOLLARS AMÉRICAINS EN FÉVRIER 2013

La plus récente émission d'obligations du Québec en dollars américains a été réalisée le 13 février 2013. La demande provenait de plus de 85 investisseurs et a permis d'émettre des obligations de 1,25 milliard de dollars américains avec une échéance de dix ans.

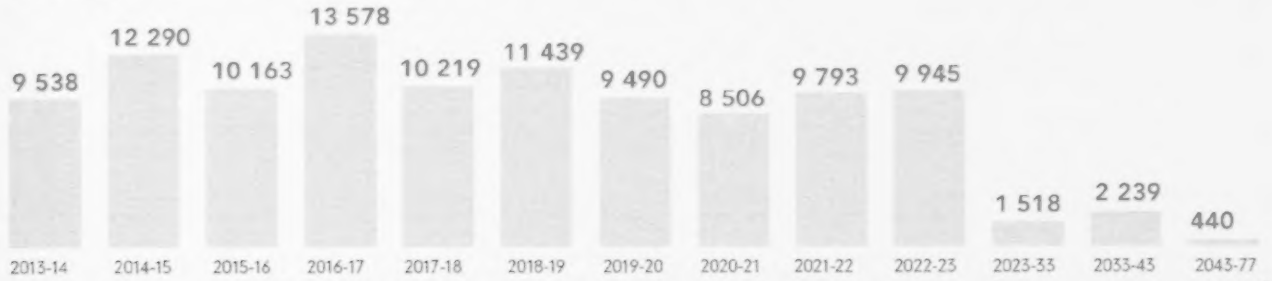
Le Québec possède maintenant onze émissions de référence sur le marché américain avec des échéances variant entre 2014 et 2029.

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

LA DIVERSIFICATION DES EMPRUNTS SELON LES ÉCHÉANCES PERMET D'AVOIR UN PROFIL DE REFINANCEMENT STABLE ET ASSURE UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. L'ÉCHÉANCE MOYENNE DE LA DETTE EST DE 12 ANS.

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 MARS 2013[P]

(en millions de dollars)



P : Résultats préliminaires.
Note : La dette à long terme comprend la dette directe du fonds général, la dette contractée pour effectuer des avances au Fonds de financement et la dette de Financement-Québec.

Finances
et Économie
Québec

2013

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

en bref

Juin 2013

ÉCONOMIE

Perspectives économiques

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE S'EST POURSUIVIE EN 2012, POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, MALGRÉ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL FRAGILE.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SE POURSUIT AU QUÉBEC

Le Québec possède une économie dynamique et résiliente qui a bien traversé la dernière récession. Le PIB réel a affiché une croissance de 1,0 % en 2012, après avoir crû de 1,9 % en 2011.

Selon les prévisions du ministère des Finances et de l'Économie, la croissance du PIB réel devrait s'accélérer progressivement en 2013 et en 2014 et s'établir à 1,3 % et à 1,8 % respectivement.

- La demande intérieure continuera de soutenir la croissance économique du Québec. Elle reposera à la fois sur la progression de la consommation des ménages, soutenue par la création d'emplois, et sur la progression des investissements des entreprises.
- Le raffermissement de la croissance aux États-Unis et l'amélioration graduelle de l'économie mondiale stimuleront la croissance des exportations du Québec.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

QUÉBEC	2012	2013	2014
Produit intérieur brut réel	1,0	1,3	1,8
Produit intérieur brut	3,4	3,6	3,9
Consommation réelle	1,1	1,8	2,1
Mises en chantier (en milliers)	47,4	41,4	40,1
Investissements non résidentiels réels des entreprises	7,6	2,0	3,7
Exportations totales réelles	1,7	2,8	5,0
Taux de chômage (en pourcentage)	7,8	7,5	7,4
Création d'emplois (en milliers)	30,8	44,5	36,5
Indice des prix à la consommation	2,1	1,6	1,9
CANADA	**2012**	**2013**	**2014**
Bons du Trésor – 3 mois (%)	1,0	1,0	1,4
Obligations – 10 ans (%)	1,9	2,3	3,2
Dollar canadien (en cents US)	100,1	98,8	99,6

SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

BONNE TENUE DE L'EMPLOI

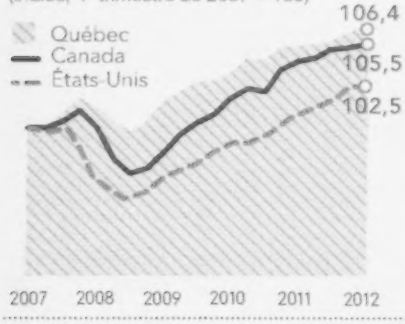
L'année 2012 montre un bilan positif du marché du travail au Québec.

- Sur l'ensemble de l'année, 30 800 emplois ont été créés au Québec, et le taux de chômage s'est maintenu à 7,8 %.

La poursuite de la croissance économique devrait se traduire par la création de 44 500 emplois en 2013 et de 36 500 emplois en 2014. La bonne tenue du marché du travail permettra au taux de chômage de continuer de reculer, pour se situer à 7,5 % en 2013 et à 7,4 % en 2014.

PIB RÉEL – QUÉBEC ET PRINCIPAUX PARTENAIRES

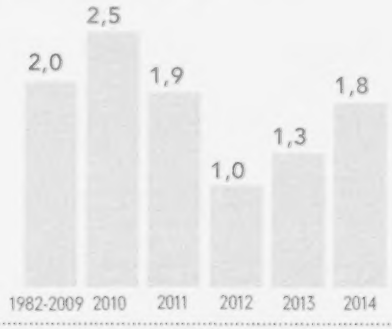
(indice, 4e trimestre de 2007 = 100)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

PIB RÉEL – QUÉBEC

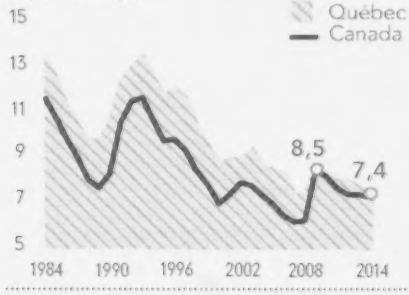
(variation en pourcentage)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC

(en pourcentage)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.

Une saine gestion des finances publiques

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA DETTE

Le gouvernement maintient le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette, tout en favorisant le développement économique à long terme. Les objectifs budgétaires sont respectés sur l'horizon du retour à l'équilibre budgétaire.

- Pour 2012-2013, l'objectif de déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars est maintenu.
- Le retour à l'équilibre budgétaire est prévu à compter de 2013-2014.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES RÉVISÉES – MARS 2013
(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Revenus budgétaires	68 652	72 109	74 133
Variation en %	*4,8*	*5,0*	*2,8*
Dépenses budgétaires	–70 464	–72 341	–73 946
Variation en %	*2,3*	*2,7*	*2,2*
Entités consolidées	1 298	1 485	1 051
Provisions pour éventualités	–50	–200	–300
Écart à résorber	—	—	430
Perte exceptionnelle – Fermeture de Gentilly-2	–1 876	—	—
SURPLUS (DÉFICIT)	–2 440	1 053	1 368
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE			
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	–936	–1 053	–1 368
Exclusion – Perte exceptionnelle	1 876	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE[1]	–1 500	—	—
En % du PIB	–0,4	—	—

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

UN CONTRÔLE RIGOUREUX DES DÉPENSES

Globalement, la croissance des dépenses consolidées excluant le service de la dette s'élèvera à 2,7 % en moyenne de 2012-2013 à 2014-2015, soit un ralentissement par rapport à la croissance de 5,7 % observée pour les années 2006-2007 à 2009-2010 et à celles observées en 2010-2011 et en 2011-2012.

Plus spécifiquement, les dépenses consolidées, excluant le service de la dette, devraient croître de :

- 2,8 % en 2012-2013;
- 2,6 % en 2013-2014;
- 2,6 % en 2014-2015.

SOLDE BUDGÉTAIRE DE 2010-2011 À 2014-2015[1]
(en millions de dollars)

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.
(2) Pour 2012-2013, le solde budgétaire exclut l'impact comptable découlant de la perte exceptionnelle d'Hydro-Québec pour la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2. L'impact se chiffre à 1 876 M$, soit 71 M$ de plus que l'évaluation de 1 805 M$ établie au moment du dépôt du budget 2013-2014.

CROISSANCE DES DÉPENSES CONSOLIDÉES EXCLUANT LE SERVICE DE LA DETTE
(en pourcentage)

La dette du gouvernement

LA RÉDUCTION DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

Les objectifs de réduction de la dette du gouvernement sont inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

- Au 31 mars 2013, la dette brute s'élevait à 54,2 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 45 % au 31 mars 2026.
- Au 31 mars 2013, la dette représentant les déficits cumulés s'élevait à 32,9 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 17 % au 31 mars 2026.

LA DETTE

LA DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT COMPREND LA DETTE DIRECTE, LE PASSIF NET AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET LE PASSIF NET AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS. LES SOMMES ACCUMULÉES DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS RÉDUISENT LA DETTE BRUTE.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES INDIQUENT QUE LA DETTE BRUTE S'ÉTABLISSAIT À 193,6 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2013, CE QUI ÉQUIVAUT À 54,2 % DU PIB.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2013[P]

(en milliards de dollars)

Dette directe consolidée	179,6
Passifs nets au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs	78,2
Moins :	
Montant accumulé dans le Fonds des générations	5,2
DETTE BRUTE	193,6

P : Résultats préliminaires.

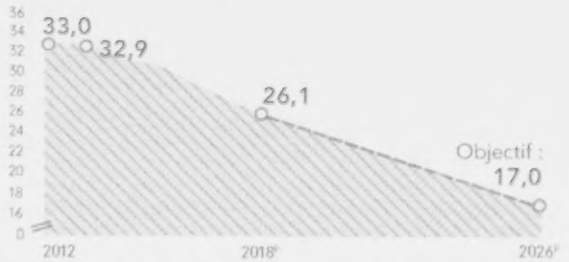
DETTE BRUTE

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)

P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.
Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

Le programme de financement du gouvernement vise principalement à combler les nouveaux besoins de financement en immobilisations, à rembourser des emprunts arrivant à échéance et à contribuer à des fonds d'amortissement.

Le programme de financement pour l'année 2012-2013 était de 20 121 millions de dollars. Il est de 11 671 millions de dollars en 2013-2014 et devrait être de 17 549 millions de dollars en 2014-2015.

PROGRAMME DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
FONDS GÉNÉRAL			
Besoins financiers nets[1] [2]	4 920	–392	400
Remboursements d'emprunts	4 665	4 569	7 649
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	—	–1 000	—
Variation de l'encaisse[3]	–4 456	–2 646	—
Dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ou à des régimes de retraite[4]	1 149	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit[5]	–347	—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 860	2 140	—
Financement réalisé par anticipation	2 646	—	—
TOTAL - Fonds général	12 457	2 671	8 049
FONDS DE FINANCEMENT	4 078	8 000	8 500
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	16 535	10 671	16 549
FINANCEMENT-QUÉBEC	3 586	1 000	1 000
TOTAL	20 121	11 671	17 549
Dont : remboursements d'emprunts[6]	7 785	9 538	12 290

P : Résultats préliminaires pour 2012-2013 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement et de Financement-Québec.
(2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
(3) Ces montants correspondent aux emprunts réalisés par anticipation de l'année précédente.
(4) Les dépôts au FARR sont optionnels.
(5) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contreparties, le gouvernement a encaissé 347 M$ en 2012-2013 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.
(6) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général, du Fonds de financement et de Financement-Québec.

PROGRAMME DE FINANCEMENT[P]

(en millions de dollars)

P : Résultats préliminaires pour 2012-2013 et prévisions pour les années subséquentes.

COMMENTAIRES DES AGENCES DE NOTATION

MOODY'S – 11 AVRIL 2013

« Les cotes de crédit sont [...] représentatives de la qualité de crédit intrinsèque de la province liée notamment à l'importance et au caractère diversifié de son économie qui lui permettent de dégager d'importants revenus autonomes et à une marge de manœuvre considérable en matière de gestion budgétaire puisqu'elle a pleinement accès à un large éventail de taxes et qu'elle dispose d'une capacité à ajuster, si nécessaire, ses dépenses. »

« "[...] la volonté du gouvernement de freiner la progression de son endettement grâce à des réductions planifiées de ses besoins financiers et ses contributions à un fonds de réduction de la dette sont des éléments déterminants par rapport à l'évolution de sa qualité de crédit", ajoute M. Yake [analyste, vice-président adjoint chez Moody's]. »

STANDARD & POOR'S – 7 MAI 2013

TRADUCTION DU MINISTÈRE :

« De notre point de vue, le Québec a de bonnes chances d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et a démontré son engagement à réduire la dette à moyen et long terme. »

[1] "[redaction du Ministère]
In our view, the Province of Québec has good prospects to achieve a balanced budget by fiscal 2014 and has demonstrated its commitment to reducing debt in the medium to long term."

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE	DATE DE CONFIRMATION
Moody's	Aa2	Stable	Avril 2013
Standard & Poor's	A+	Stable	Mai 2013
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable	Mai 2013
Fitch Ratings	AA-	Stable	Mai 2013
Japan Credit Rating Agency	AA+	Stable	Juillet 2012

PRINCIPALES ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE AU CANADA

(en millions de dollars)

	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
5 ans	4,50	2008	2018	4 000
10 ans	3,00	2012	2023	4 500
30 ans	5,50	2013	2045	1 500